

Des élections tous les 5ans, les revendications tout le temps.



EDITO
(P.1)

Discours UDFO
1er mai (p.3 à 4)

FO C.P.A
(p.5)

Élections TPE
(P.6 à 9)

Mots croisés
(P. 10)

Chiffres utiles
(p.11)

Permanences AFOC
et juridiques des UL
(p.12)

L'indépendance est notre richesse, la charte d'A-miens notre référence, et nos principes sont clairs : laïcité, démocratie, lutte contre le racisme et la xénophobie, internationalisme ouvrier.

C'est pourquoi Force Ouvrière n'a donné aucune consigne de vote, directe ou indirecte, nous n'avons pas appelé à battre tel candidat, nous n'avons soutenu aucun programme.

Indépendant et libre.

Au lendemain de cette période électorale nous pouvons ainsi continuer à faire valoir nos droits et nos revendications :

- Augmentation du SMIC à 1350 € net,
- défense de la Sécurité Sociale,
- négociation salariale dans les branches,
- arrêt de la RGPP,
- arrêt de l'austérité, retour à la retraite à 60 ans dans les conditions antérieures aux contre-réformes,
- opposition aux traités européens (MES, TSCG).

La liste est loin d'être exhaustive.

Dès que le nouveau gouvernement et le nouveau parlement seront installés nous poserons nos revendications aux autorités de l'Etat.

Si nous ne sommes pas entendus, se posera la question des moyens à mettre en œuvre collectivement pour les faire valoir. Notre dernier Comité Confédéral National a prévenu : il prendra toute mesure nécessaire « y compris par la grève interprofessionnelle afin de contrer l'austérité et la remise en cause des droits sociaux et des salariés. »

P**P R E S S E**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Le secrétaire général
Franck STEMPLER

DISCOURS UD FORCE OUVRIERE 1^{er} MAI 2012

Chers camarades,

L'Union départementale FORCE OUVRIERE adresse son salut fraternel à l'ensemble des travailleurs.

Le 1^{er} mai est avant tout la journée internationale de solidarité et de revendications.

En ces temps de crise qui perdure, il est important, en ce jour notamment, de souligner que partout où les peuples souffrent dans leur quotidien les syndicalistes sont parmi les premiers à être opprimés, violentés voire assassinés.

On décompte encore 90 syndicalistes assassinés en 2011 ; 75 faisant l'objet de menaces de mort ; et 25 000 qui sont en détention !

Si les syndicalistes sont la cible des gouvernements autoritaires et totalitaires c'est qu'ils sont et restent le symbole de la liberté et de la démocratie. Les événements du Printemps arabe en 2011, et notamment en Tunisie, ont montré que le soulèvement des peuples est d'abord initié par l'exigence de respect et de démocratie mais aussi en réaction à la dégradation des conditions sociales due en grande partie à la crise économique et financière mondiale.

Partout, les salariés résistent et se battent pour défendre leurs conditions de travail, leurs revendications, leurs droits y compris celui de s'organiser librement en syndicat.

Lorsque l'on constate ce qui s'est passé en Grèce, ce qui se passe aujourd'hui en Espa-

gne ou au Portugal une conclusion s'impose à nous mes camarades, il y a urgence à remettre en cause le modèle capitaliste, libéral et financier.

La crise, FO le répète inlassablement, ne connaît pas de répit et en sortir nécessite une rupture à trois niveaux : international, européen et national, ce qui n'est toujours pas le cas.

Pour FO, l'émancipation des Etats des marchés financiers et une réforme du système monétaire sont des passages obligés à une résolution de la crise actuelle ; de même que l'application des normes de l'OIT dans l'ensemble des pays, ce qui est loin d'être le cas, y compris au sein des pays du G20.

Au niveau européen, on assiste à la sacralisation de l'austérité que certains veulent même graver dans le marbre avec les deux traités européens qui sont déjà acceptés dans certains pays ou en passe d'être validés dans d'autres. Traduction : Cela revient à entériner le pacte budgétaire européen d'austérité, avec au cœur de ce pacte la fameuse règle d'or.

Second traité qualifié par FO de gigogne, celui sur la coopération, la stabilité et la gouvernance intimement lié au premier car pour qu'un pays ait recours au MES (mécanisme européen de stabilité), il faudra qu'il accepte en contrepartie les conditions économiques et sociales imposées mais aussi avoir avalisé le traité qui instaure la règle d'or.

S'agissant du MES qui a été adopté dans une simple loi, FO avait écrit à l'ensemble des parlementaires pour leur demander de ne pas le voter.



Pour celui qui instaure l'austérité et la règle d'or, une fois n'est pas coutume, FO appellera à voter NON en cas de référendum ou à faire campagne si le choix est de le passer au Parlement réuni en congrès.

Tout ceci a pour conséquences de condamner le « modèle » social européen, d'une part et le « modèle » social français, d'autre part. Modèle social dont on est bien content qu'il serve d'amortisseur en cas de crise et qu'on veut condamner pour sortir de la crise : nos gouvernants ne sont pas à un paradoxe près !! Pour FO, suivre cette logique d'austérité et de remise en cause de nos modèles sociaux est une logique suicidaire !! Mes camarades, on ne sort pas d'une crise du capitalisme et de logique financière en faisant plus de libéralisme économique, de flexibilité et d'autoritarisme social !!

Pour revenir à la campagne électorale, fidèle à son principe et sa pratique de liberté et d'indépendance syndicale, FO n'a donné et ne donnera bien entendu aucune consigne de vote directe ou indirecte. Quelque soit le gouvernement demain, il faudra, en face, une organisation syndicale libre et indépendante. Nous ne sommes pas des directeurs de conscience. Nous ne soutenons aucun programme. Pour autant, pour FO les revendications continuent avant, pendant et après la campagne.

L'une des premières responsabilités du futur gouvernement c'est le maintien du caractère républicain de notre société. Pour cela, FO demande l'arrêt de la RGPP et revendique le maintien et la défense des services publics, car défendre les services publics, c'est défendre la République.

Le combat que nous menons contre la RGPP, même s'il nous a permis notamment de nous hisser à la première place des organisations syndicales représentatives dans la fonction publique d'Etat lors des élections d'octobre dernier, doit se poursuivre car après la fonction publique d'Etat, c'est la fonction publique territoriale qui est en ligne de mire.

Affaiblir la fonction publique, c'est affaiblir la République.

Autre pilier de la république sociale, notre régime de protection sociale doit être sauvegardé et mis à l'abri des attaques inces-

santes du patronat et de nos gouvernants. Il faut préserver la sécurité sociale de 1945 et, plus largement, notre système de protection sociale encensé lorsqu'il sert d'amortisseur à la crise, critiqué pour son système de financement.

S'agissant de la retraite, mes camarades, les effets de la contre-réforme de 2010 se font sentir et ce sont 15 % de liquidation de retraites en moins que l'on constate. Autant de personnes empêchées de partir à la retraite cette année.

Sur ce sujet, FO réaffirme son opposition à toute réforme systémique des retraites par comptes notionnels ou régimes par points qui remettent en cause le régime général et les pensions, donc de statut. FO rappelle haut et fort que seule la retraite par répartition garantit la solidarité et des droits entre salariés de plusieurs générations. Réduire la durée de cotisation nécessaire à une retraite à taux plein, revenir au départ à taux plein à 60 ans, prendre réellement en compte la pénibilité notamment, figurent parmi nos revendications.

Mes chers camarades, pour FO, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, nos revendications sont incontournables. Tout gouvernement qui les ignorerait serait bien mal inspiré ! Nous le disons par avance et fermement nous n'accepterons aucune austérité qu'elle soit de droite, de gauche ou syndicale.

Les travailleurs ne sont pas responsables du chômage, de la précarité du travail, des carrières professionnelles hachées et de la répartition des richesses au bénéfice du capital.

FO est déterminée à pousser bien haut les revendications en matière de salaire, première des revendications, d'emploi, de protection sociale collective, de services publics républicains.

De la même manière, nous nous opposerons à toute remise en cause du droit de grève qui fait l'objet d'attaques récurrentes et de la liberté syndicale, ce qui revient au dossier de la représentativité syndicale et à cette loi liberticide de 2008 que nous continuons et continuerons, avec les moyens disponibles, de combattre.